



CSA de l'AEFE du 4 décembre 2025

Déclaration liminaire

Madame la Directrice générale, mesdames et messieurs les membres du CSA,

Ce Rapport Social Unique reflète malheureusement parfaitement les **dérives d'une politique** désastreuse menée par la Direction de l'Agence depuis plusieurs années négligeant les personnels : baisse des postes de détachés, prépondérance accordée aux établissements partenaires, oubli des personnels de droit local des EGD, quasi silence sur les questions liées à la santé et aux conditions de travail des 12 300 agents du réseau, données liées au dialogue social si minimalistes qu'on peine à les trouver etc.

Le constat n'est pas nouveau mais il n'en est pas moins alarmant : la Direction de l'opérateur public est de plus en plus **déconnectée des réalités et des acteurs et actrices de terrain** qui font vivre le réseau au quotidien. Il n'est donc pas étonnant qu'en ces temps de réflexion sur l'avenir de l'AEFE, ils et elles soient les oublié·es des discussions et ne soient perçus par les décideurs que comme des variables d'ajustement ou de simples numéros.

Les deux premiers mouvements sociaux du début d'année scolaire auraient dû vous alerter et vous faire réagir. Il n'en a rien été. Le dernier mouvement de grève, celui du 2 décembre, ne fait que confirmer ce que nous annonçons depuis des mois : **face à l'Agence et sa tutelle qui font fausse route, les personnels ne se laisseront pas faire.** D'autres choix existent et toutes les solutions doivent être envisagées ! Pour ne prendre qu'un seul exemple... 0,003% serait-il un chiffre qui ferait basculer le budget du ministère de l'Éducation nationale ? Nous ne le pensons pas. Alors que la part patronale des pensions civiles des détaché·es constituent ½ du budget de l'AEFE, **elle ne représenterait qu'un surcoût de 0,003% au budget de l'EN si ce Ministère la prenait en charge.** Rappelons qu'elle le fait déjà pour la Mission laïque française et les établissements privés du réseau AEFE. C'est une mesure finalement assez simple et qui assurerait un équilibre financier durable pour l'opérateur public. Mais comme le dit le dicton, quand on veut tuer son chien, on l'accuse d'avoir la rage...

Madame la Directrice générale, vos personnels sont exaspérés et se sentent de plus en plus méprisés alors même qu'ils font vivre le réseau depuis des années, voire des décennies. **Les mauvaises nouvelles et les régressions ne font que s'accumuler** : PSC, pseudo réforme de l'AEFE (on devrait d'ailleurs plutôt parler de casse de l'opérateur public...), non paiement des primes statutaires, bornage des détachements que l'AEFE accepte sans broncher, aucune prise en compte de la souffrance et des conditions de travail, attaques contre les temps partiels, stagnation des grilles de salaires des PDL alors que l'inflation mondiale est loin d'être anecdotique, attaques sans précédents au droit syndical, fermetures de postes, non réforme de l'avantage familial etc. Il est temps que cela cesse !

Par ailleurs, la FSU dénonce à nouveau une **gestion chaotique des publications** ou non des postes vacants ou susceptibles de l'être dans le réseau. Certains sont **escamotés** en dehors de tout processus transparent et rationnel : les établissements font remonter les postes vacants et susceptibles de l'être, et, le secteur géographique, la direction du développement du réseau ou le délégué régional décident de les publier ou non, quand bien même ils existent sur la carte des emplois ! Non seulement ces fermetures sont le fait du prince, mais elles **font fi de toutes les règles de l'opérateur public**. Enfin, elles génèrent une **confusion sans précédent**, chez les collègues, dans les directions d'établissement et certains postes diplomatiques. Là aussi, ces pratiques doivent cesser !

Vous l'aurez compris, madame la Directrice générale, dans une période où beaucoup de regards se tournent vers l'opérateur public, et nous insistons bien sur le mot "**PUBLIC**" pour qu'il ne disparaisse pas, la FSU et les personnels qu'elle représente continuent de penser que **d'autres choix sont possibles**. Une politique plus digne des missions d'éducation qu'exerce l'AEFE devrait être menée dans l'intérêt des familles, des élèves et des personnels.

